



Maître de conférences en droit public - Université de Rouen

Lauréat du prix de thèses de l'Institut Universitaire Varenne, mention spéciale du jury

Docteur en droit de l'Université de Rouen, *mention très honorable avec les félicitations du jury à l'unanimité*

« Les rébellions du juge administratif : recherche sur les décisions juridictionnelles subversives » sous la direction de M. le Doyen G. QUINTANE.

Thèse soutenue devant un jury présidé par M. le P^r M.-R. TERCINET et composé de Messieurs les Professeurs : J.-L. PISSALOUX (rapp.), J.-C. RICCI (rapp.), M.-R. TERCINET (prés.), G. LEBRETON et G. QUINTANE (dir.).

PUBLICATIONS

❖ Ouvrages :

1. avec P.-L. BOYER (dir.), *Regards croisés sur la dématérialisation des procédures juridictionnelles*, Les dossiers des Annales de droit, PURH, 2018, 134 p.
2. *Du gouvernement du juge administratif*, commentaire de la chronique de Jean RIVERO « Le juge administratif français : un juge qui gouverne ? », Dalloz, coll. Tiré à part, vol. 16, 2016, 84 p.
3. En collaboration avec G. QUINTANE (dir.), *Contributions en l'honneur du professeur J. Bouveresse. Crise(s) & Droit(s)*, Éd. L'Épitoge, Lextenso, 2015, 345 p.
4. *Les rébellions du juge administratif – recherches sur les décisions juridictionnelles subversives*, Institut Universitaire Varenne, Collection des Thèses, n° 100, LGDJ, 2014, 460 p.
5. avec G. TREGUIER, *Le droit administratif des biens en QCM*, Éd. Ellipses, 2012, 160 p.

❖ Articles & Chroniques :

1. avec G. TREGUIER, « Covid 19 et responsabilité : quand la raison d'État masque l'état de raison » *Revue Droit et Santé*, juillet 2020, p. 549-552.
2. « Une fédération des cours suprêmes nationales et européennes - Vers la constitution d'une citoyenneté fédérale juridictionnelle ? », *Annales de droit de Louvain*, vol. 76, mars 2018, Larcier, p. 327-345.
3. « Domanialité publique et propriété publique : pour qui sonne le glas ? », *Droit de la Voirie et du Domaine Public*, n° 195, mars-avril 2017, p. 44-47.
4. « Le Code des relations entre le public et l'administration est-il aussi la *lex generalis* en matière pénitentiaire ? », *AJ Pénal*, décembre 2016, p. 579-581.
5. avec G. TREGUIER, « De la traction essence à l'attraction électrique. Vers un réseau d'infrastructures de recharge sur le domaine public ? », *Droit de la Voirie et du Domaine Public*, n° 190, mai-juin 2016, p. 82-86.
6. « L'épineuse question de la juste évaluation des biens publics », *Droit de la Voirie et du Domaine Public*, n° 182, janv.-fév. 2015, p. 14-17.
7. « Le juge est-il vraiment 'la valeur refuge pour temps de crise' ? », in G. QUINTANE (dir.), *Contributions en l'honneur du Pr J. Bouveresse. Crise(s) & Droit(s)*, L'Épitoge, 2015, p. 289-302.
8. « La valorisation du patrimoine des personnes publiques : plus qu'une évolution (sémantique)... une révolution (systémique) », in A. DIONISI-PEYRUSSE & B. JEAN-ANTOINE (dir.), *Droit et patrimoine*, PURH, 2015, p. 211-219.
9. « L'usage du vélo sur le domaine public : autant en emportent les principes ? », *Droit de la Voirie et du Domaine Public*, n° 179, juill.-août 2014, p. 111-115
10. C. OTERO (dir.), « Le réseau d'aménagement cyclable de Rouen à contre-courant », *Droit de la Voirie et du Domaine Public*, n° 176, janv.-fév. 2014, p. 11-14.
11. « Écrire pour dialoguer ou se rebeller ? », *Les Cahiers de la justice*, Dalloz, 2014/2, p. 229-239.
12. « La récidive des juges : une renaissance contemporaine des parlements de l'Ancien Régime » in *Essais de philosophie pénale et de criminologie*, vol. 11, Dalloz, 2014, p. 81-101.
13. « Le Conseil d'État et la Cour de justice de l'Union européenne : de se battre le juge administratif s'est-il arrêté ? », *Revue de l'Union européenne*, Dalloz, 2013, n° 566, p. 182-188.
14. « Externalisation des propriétés publiques : l'autre mieux que soi-même ? », *Droit de la Voirie et du Domaine Public*, n° 161, mai 2012, p. 66-69.
15. « Patrimoine des personnes publiques : valorisez, valorisez, il (en) restera toujours (espérons-le) quelque chose », *Droit de la Voirie et du Domaine Public*, n° 159, février 2012, p. 27-30.
16. « Prévention et sanction des agissements des supporters : entre ordre (public) et désordre (juridique) », in J. GUILLAUME & N. DERMIT-RICHARD (dir.), *Football et Droit*, Fondation Varenne, LGDJ, 2012, p. 95-108.

17. « Le dadaïsme juridictionnel ou la manifestation d'une subversion au Palais-Royal : retour sur vingt années de jurisprudence au Conseil d'État », *Droit de l'immatériel*, 2012, n° 79, p. 132-138.
18. « Autorité de la chose jugée » in S. TZITZIS, D. JOLIVET, G. BERNARD (dir.), *Dictionnaire de la police et de la justice*, PUF, 2011, p. 25
19. « Liberté d'aller et venir » in S. TZITZIS, D. JOLIVET, G. BERNARD (dir.), *Dictionnaire de la police et de la justice*, PUF, 2011, p. 202-203.
20. « Liberté de l'esprit » in S. TZITZIS, D. JOLIVET, G. BERNARD (dir.), *Dictionnaire de la police et de la justice*, PUF, 2011, p. 203-205.
21. « De la soumission à la subversion : la réfraction de la norme par la fonction du juge », *Revue de la Recherche Juridique - Droit prospectif*, PUAM, n° 129, 2009-4, p. 1763-1779.

❖ **Notes de jurisprudence & Observations :**

1. « Grand stade de rugby : un essai non transformé et une (grosse) pénalité, TA Versailles, 3 juillet 2020, CAGPS, *Communes de Ris-Orangis et de Bondoufle*, n° 1801011 », *Jurisport*, décembre 2020, p. 34-37.
2. « Aménagement d'un route départementale imposé à l'exploitant d'une installation classée, obs. sous CAA Nantes, 11 mai 2020, *Ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer*, n° 17NT00084 », *AJCT*, novembre 2020, p. 546-547.
3. « Associations syndicales de propriétaires et domanialité publique : entre harmonie et conflit, CE, 10 mars 2020, *Association syndicale des propriétaires de la cité Boigues et autres*, n° 432555 », *AJDI*, novembre 2020, p. 765-766.
4. « Voyage en herméneutique : l'office du juge de l'exécution d'une décision de préemption annulée, CE, 28 sept. 2020, *Ville de Paris*, n° 436978, *Lexbase, Hebdo édition publique* n° 601 du 15 octobre 2020
5. « La suspension d'un arrêté interdisant le déplacement des supporters de football, note sous CE, ord., 18 janvier 2020, *Association nationale des supporters*, n° 437733 », *Jurisport*, septembre 2020, p. 36-39
6. « Le grade, garde-fou du licenciement d'un fonctionnaire pour insuffisance professionnelle, note sous CE, 9 juin 2020, *Commune d'Ouveillan* req. n° 425620 » *AJFP*, sept.-oct. 2020, p. 283-286.
7. « Délégation de service public : on ne peut déléguer ce qui n'a pas été au préalable légalement concédé, obs. sous TA Nice, ord., 5 décembre 2019, n°s 1905413, 1905398, *Sté Les voiliers, Sté Sporting* », *AJCT*, juillet 2020, p. 364-365.
8. « Participation d'un CHU aux frais d'intervention d'un SDIS : l'urgence ne se monnaie pas, note sous CE, 18 mars 2020, *SDIS des Alpes-Maritimes*, n° 425990 », *Revue Droit et Santé*, mai 2020, p. 464-467.
9. « Une obligation d'information continue pour une grossesse dont le suivi a débuté dans le secteur privé et s'est terminé dans le secteur public, note sous CE, 13 novembre 2020, n° 420299 », *Revue Droit et Santé*, mars 2020, p. 732-734.
10. « Dommages d'ouvrage public d'eau : au-delà de l'usage, le seul bénéficiaire confère la qualité d'usager, note sous CE, 17 janvier 2020, *Société EDF*, n° 433506 » *Droit de la Voirie*, mars 2020, p. 84-88.
11. « Une chaise : ceci n'est pas un immeuble et donc pas un ouvrage public, note sous TC, 4 novembre 2019, *M. B. c. Sté Aéroports de Paris*, n° 4167 », *Droit de la Voirie*, janv. 2020, p. 10-12.
12. « Le juge administratif peut enjoindre à l'administration de prendre les mesures de nature à faire cesser le dommage qu'elle cause, note sur CE, 6 décembre 2019, *Copropriété Monte Carlo Hill*, n° 417167 », *Lexbase Hebdo édition publique*, n° 569 du 9 janvier 2020
13. « Signalisation « baignade interdite » : *Les Dents de la mer* ne sont pas (que) du cinéma, note sous CE, 22 novembre 2019, n° 422655, *Lexbase Hebdo édition publique*, n° 567 du 12 décembre 2019
14. « La recevabilité d'une requête en référé-suspension est-elle conditionnée par l'obtention d'une décision préalable de l'administration ? obs. sous CE, 23 septembre 2019, *Garde de sceaux, ministre de la justice*, n°s 427923, 427925 » *BJCL*, n° 9/2019, p. 643-646.
15. « Indemnité d'imprévision au cocontractant : être (à l'origine et à la fin de la situation) et ne pas être (indemnisé), note sous CE, 21 octobre 2019, *Sté Alliance*, n° 419155 », *Lexbase Hebdo édition publique*, n° 563 du 14 novembre 2019
16. « Délaiés de voirie : l'acquisition prioritaire par les propriétaires riverains est conditionnée, note sous Cass., 3^{ème} civ., 19 septembre 2019, *M. X.*, n° 17-27628 », *Droit de la voirie*, novembre 2018, p. 266-269.
17. « Infraction aux règles antidopage : du bon puis du mauvais usage du référé-suspension, obs sous CE, ord., 12 avril 2019, *Mme C.*, n° 429645 ; CE, ord., 8 juillet 2019, *Mme C.*, n° 43500 », *Jurisport*, n° 202, novembre 2019, p. 37-40.
18. « Le délai raisonnable de recours ne s'applique pas aux recours en responsabilité, obs. sous CE, 17 juin 2019, *Centre hospitalier de Vichy*, n° 413097 », *AJCT*, novembre 2019, p. 516-517.
19. « Compétence du juge judiciaire pour la résolution d'un contrat de bail sur un immeuble du domaine privé, note sous Cass. 1^{ère} civ., 4 juillet 2019, *Commune de Boissezon.*, n° 18-20.842 », *Droit de la voirie*, n° 210, sept.-oct. 2019, p. 206-209.

20. « Interdiction d'un film documentaire aux mineurs : la diffusion de connaissances l'emporte sur celle de violences, note sous CE, 5 avril 2019, *Société Margo Cinéma*, n° 417343 », *JCP A*, n° 36, 9 septembre 2019, p. 36-38.
21. « Prothèses PIP : première application positive de la responsabilité pour faute de l'État en matière de police sanitaire, note sous TA Orléans, 9 mai 2019, *Mme B.*, n° 1703560 », *Revue Droit et Santé*, septembre 2019, p. 732-734.
22. « Classement illégal d'un chemin dans la voirie communale : le juge judiciaire sur la (bonne) voie, note sous Cass. 3^{ème} civ., 16 mai 2019, n° 17-26.210 », *Droit de la voirie*, juillet-août 2019, p. 151-154.
23. « La jurisprudence *Czabaj* est étendue aux décisions implicites et est explicitée, obs sous CE, 18 mars 2019, *M. B.*, n° 417270 ; TA Cergy-Pontoise, 9 mai 2019, *Mme D.*, n° 1700610/3 », *AJCT*, juillet-août 2019, p. 345-346.
24. « Recrutement d'un maître des requêtes au Conseil d'État : critère parmi d'autres, l'âge peut être pris en compte sans discrimination, note sous CE, 11 avril 2019, *M. A.*, n° 417531 », *AJFP*, juillet-août 2019, p. 215-218.
25. « QPC : statuer sur la transmission est prioritaire avant le renvoi de l'affaire aux juges du fond, note sous CE, 3 juin 2019, n° 424377 », *Lexbase Hebdo édition publique*, n° 549 du 27 juin 2019
26. « Grandeur de l'office du juge des référés et décadence du centre pénitentiaire de Rémire-Montjoly, obs. sous CE, ord., 4 avril 2019, *Garde des sceaux, Ministre de la justice c. Section française de l'observatoire international des prisons.*, n° 428747 », *AJ Pénal*, juin 2019, p. 342-343.
27. « Le Fonds de garantie des victimes d'actes de terrorisme et d'autres infractions est un organisme de droit public, note sous CE, 22 mai 2019, *FGTI*, n° 427786 », *Lexbase Hebdo édition publique*, n° 547 du 13 juin 2019.
28. « La responsabilité d'une personne publique pour dommages permanents de travaux publics du fait d'un ouvrage...privé, note sous CE, 13 mars 2019, *Syndicat intercommunal pour l'aménagement hydraulique du bassin de la Berre et du Rieu*, n°s 404867, 406985 », *Droit de la voirie*, n° 208, mai-juin 2019, p. 108-111.
29. « Prothèses PIP : reconnaissance de la responsabilité pour faute de l'État en matière de police sanitaire, note sous TA Montreuil, 29 janvier 2019, *Mme L.*, n° 1800068 » *Revue Droit et Santé*, n° 89, mai 2019, p. 376-378.
30. « La fouille corporelle intégrale des détenus est (était ?) strictement limitée, obs. sous CE, 30 janvier 2019, *M. B.*, n° 416999 », *AJ Pénal*, avril 2019, p. 221-222.
31. « Les griffes de la domanialité publique : du « fragment à l'Aigle », acquis même de bonne foi, il faudra rendre la plume, note sous Cass., 1^{ère} civ., 13 février 2019, *Société Brimo de Laroussilhe*, n° 18-13748 », *Droit de la voirie et du domaine public*, mars-avril 2019, p. 58-62.
32. « Pas de protocole transactionnel sur la rémunération du travail d'une personne détenue, obs. sous CE, 26 octobre 2018, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice c/ M. A.*, n° 421292 », *AJ Pénal*, janvier 2019, p. 50-52.
33. « L'absence de version dématérialisée d'une candidature à une délégation de service public l'entache d'irrégularité, obs. sous TA Bastia, ord., 18 décembre 2018, *Société Corsica Ferries*, n° 1801248 », *AJCT*, mars 2019, p. 144-145.
34. « Fonctionnaire privé d'emploi et pris en charge par le CNFPT : la mise à disposition pour des missions n'est pas la seule formule possible, note sous CE, 28 décembre 2018, *Centre national de la fonction publique territoriale*, n° 411695 », *AJFP*, mars 2019, p. 85-88.
35. « Carence du pouvoir de police : où l'inaction à protéger l'ordre public génère des troubles à l'ordre public, obs. sous CE, 9 novembre 2018, *Préfet de police, Ville de Paris*, n° 411626 », *AJCT*, février 2019, p. 102-103.
36. « Sur les pavés, la plage : il est possible de marcher pieds nus dans un ouvrage public, obs. sous CE, 3 octobre 2018, *M. B.*, req. n° 414535 », *AJCT*, février 2019, p. 108-109.
37. « Pas de protocole transactionnel sur la rémunération du travail d'une personne détenue, obs. sous CE, 26 octobre 2018, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice c/ M. A.*, req. n° 421292 », *AJ Pénal*, janvier 2019, p. 50-51.
38. « Agent public : la propriété d'un logement concédé n'est pas nécessairement une gestion de fait, obs. sous CE, 9 juillet 2018, *M. E.*, req. n° 41081 », *AJCT*, décembre 2018, p. 638-639.
39. « Refus de remboursement du raccordement au réseau d'assainissement : les travaux publics restent (encore) attractifs, note sous TC, 8 octobre 2018, *Commune de Malroy c/ M. et Mme S.*, n° 4135 », *Droit de la voirie et du domaine public*, novembre-décembre 2018, p. 160-163.
40. « Un adjoint des cadres hospitaliers illégalement exclu du système d'astreintes peut être indemnisé, note sous CE, 26 juillet 2018, *M. A.* req. n° 410724 » *Revue Droit et Santé*, n° 86, novembre 2018, p. 926-928.
41. « Extradition : unité jurisprudentielle du contrôle de la double incrimination, obs. sous Cass., crim. 24 mai 2018, n° 17-86.340, CE, 18 juin 2018, *M. B.*, req. n° 415046 », *AJ Pénal*, octobre 2018, p. 472-473.
42. « Légalité d'un couvre-feu conditionnée à l'existence de risques de troubles à l'ordre public – Couvre-feu à Béziers : sonate « clair de lune » en (a)do dièse mineur, obs sous. CE, 6 juin 2018, *Ligue des droits de l'homme*, req. n° 410774 », *AJCT*, octobre 2018, p. 524-525.
43. « Handicap : le juge doit contrôler la mise en œuvre adéquate, par le jury, de l'aménagement des épreuves, obs. sous CE, 24 novembre 2017, *M. B.*, req. n° 399324 », *AJFP*, juillet-août 2018, p. 204-205.

44. « Le délai de contestation raisonnable s'applique au titre exécutoire, obs. sous CE, 9 mars 2018, *Communauté d'agglomération du pays ajaccien*, req. n° 401386 », *AJCT*, juillet-août 2018, p. 400-401.
45. « Maison d'arrêt de Fresnes : les cours de promenade sont attentatoires à la dignité des détenus, obs. sous TA Melun, 6 avril 2018, *M. B.*, req. n° 1503550 », *AJ Pénal*, juin 2018, p. 326-327.
46. « Expropriation : il était une fois dans le sud-ouest deux lignes LGV note sous CE, 11 avril 2018, *Fédération Sepanso Aquitaine et autres*, req. n°s 401753, 401994, 402000, 402039, 402096, 402138, 402241 », *Droit de la voirie et du domaine public*, mai-juin 2018, p. 71-75.
47. avec G. TREGUIER, « Pas d'indemnité de précarité pour un praticien hospitalier contractuel non candidat à un poste de titulaire, note sous CE, 22 février 2018, *Centre hospitalier de Sainte-Foy-la-Grande*, req. n° 409251 », *Revue Droit et Santé*, n° 83, mai 2018, p. 480-482.
48. « La compensation de l'État doit être retenue dans le préjudice d'un EPCI issu d'une faute des services fiscaux, obs sous CE 22 décembre 2017, *Ministre des finances et des comptes publics c./ Communauté d'agglomération du Pays de l'Or*, req. n° 385864 », *AJCT*, avril 2018, p. 226-227.
49. « Agent public et personne publique : valse en responsabilités pénale et civile, obs. sous Cass., crim., 24 octobre 2017, n° 16-85.975, Cass., crim., 7 novembre 2017, n° 16-84.329, Cass., crim., 14 novembre 2017, n° 17-80.934 » *AJ Pénal*, mars 2018, p. 151-152.
50. « La demande de convocation d'un conseil municipal s'étend à l'ordre du jour sollicité, obs. sous CE, 28 septembre 2017, *M. L. et autres*, req. n° 406402 », *AJCT*, janvier 2018, *Dalloz*, p. 49-50.
51. « Contentieux sociaux : la clôture (mobile) de l'instruction et l'oralité (accentuée) de la procédure, note sous CE, 2 octobre 2017, *Mme B.*, req. n° 399578 », *RDSS*, novembre-décembre 2017, p. 1095-1102.
52. « Responsabilité de l'État du fait de l'illégalité des retenues sur les comptes des détenus, obs. sous CE, 19 juillet 2017, *M. B.*, req. n° 397071 », *AJ Pénal*, octobre 2017, p. 457-458.
53. « Contrat de prise en charge d'aide à domicile par un CCAS : ceci n'est pas un contrat, obs. sous CE, 5 juillet 2017, *Mme A.*, req. n° 399977 », *AJCT*, novembre 2017, p. 572-573.
54. « Le jury d'un examen professionnel peut souverainement majorer le seuil d'admission, note sous CE, 12 mai 2017, *Centre de gestion de la fonction publique territoriale des Bouches-du-Rhône*, req. n° 396335 », *AJFP*, novembre-décembre 2017, p. 322-325.
55. « Actes des SEM locales : la soumission au contrôle de légalité est indépendante de la relation contractuelle avec la collectivité, obs. sous CE, 24 mai 2017, *Mme B.*, req. n° 397197 », *AJCT*, octobre 2017, p. 512-513.
56. « L'admission de la responsabilité sans faute de l'État pour la suspension légale d'un chirurgien, note sous CE, 8 juin 2017, *M. G.*, req. n° 390424 », *Revue Droit et Santé*, n° 79, septembre 2017, p. 718-721.
57. « Maison d'arrêt de Fresnes : mise sous tension de l'administration pénitentiaire, obs sous TA Melun, ord., 28 avril 2017, *SFOIP*, req. n° 1703085 », *AJ Pénal*, juillet 2017, p. 359-360.
58. « Principe d'égalité : « Passe ton bac d'abord », car si les notes se conservent, adieu la mention, note sous CE, 31 mars 2017, *Association SOS Education*, req. n° 395506 » *JCP A*, n° 30-34, LexisNexis, 31 juillet 2017, comm. 2205, p. 38-40.
59. « Sans domanialité publique, pas d'expulsion d'un occupant sans titre du domaine public note sous CE, 5 décembre 2016, *Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres*, req. n° 398659 », *Droit de la Voirie et du Domaine Public*, n° 196, mai-juin 2017, p. 85-88.
60. « Une interprétation extensive de l'expropriation pour la résorption de l'habitat insalubre, note sous CE, 18 janvier 2017, *Mme B. et autres*, req. n° 383374 », *AJDI*, juin 2017, p. 452-453.
61. « La protection subsidiaire empêche l'extradition, obs. sous CE, 30 janvier 2017, *M. B.*, req. n° 394172 », *AJ Pénal*, avril 2017, p. 195-196.
62. « L'intérêt à agir d'associations nationales contre des décisions locales ayant un impact médical, note sous CE, 7 février 2017, *Association AIDES et autres*, req. n° 392758 », *Lexbase Hebdo édition publique* n° 449 du 23 février 2017.
63. « L'extradition est illégale lorsqu'elle est demandée dans un but politique, obs sous CE, 9 décembre 2016, *M. B.*, req. n° 394399 », *AJ Pénal*, février 2017, p. 94-95.
64. « La continuité du service public peut faire échec au refus de reconduction d'une convention d'occupation du domaine public, note sous CE, 25 janvier 2017, *Commune de Port-Vendres*, req. n° 395314 », *Lexbase Hebdo édition publique* n° 448 du 9 février 2017.
65. « L'interdiction aux mineurs du film "Antichrist" est confirmée », note sous CE, 13 janvier 2017, *Ministre de la culture et de la communication*, req. n° 397819 », *Lexbase Hebdo édition publique* n° 446 du 26 janvier 2017.
66. « L'ordre des avocats de Paris n'a pas d'intérêt à agir à l'annulation d'un marché de prestations juridiques limité à un seul territoire communal, obs. sous TA Lille, 20 septembre 2016, *Ordre des avocats au barreau de Paris*, req. n° 1302656 », *AJCT*, janvier 2017, p. 55-56.
67. « Maison d'arrêt de Fresnes : l'administration pénitentiaire doit accélérer la lutte contre les animaux nuisibles, obs. sous TA Melun, 6 oct. 2016, *SF-OIP*, req. n° 1608163 », *AJ Pénal*, décembre 2016, p. 605-607.

68. « Convocations au conseil municipal : les mentions factuelles du registre des délibérations font foi jusqu'à preuve contraire, obs. sous CE, 8 juin 2016, *M^{me} D., M^{me} A.*, req. n° 388754 », *AJCT*, déc. 2016, p. 646-647.
69. « Interdiction de la fouille des poubelles : l'ordre public face aux désordres sur la voirie, note sous CAA Douai, 5 juill. 2016, *Ligue française pour la défense des droits de l'homme et du citoyen*, req. n° 15DA01895 », *Droit de la Voirie et du Domaine Public*, n° 193, nov.-déc. 2016, p. 174-178.
70. « Une obligation d'information aiguë en cas d'accouchement par voie basse, note sous CE, 27 juin 2016, *CHU de Poitiers*, req. n° 386165 », *Revue Droit et Santé*, n° 74, nov. 2016, p. 936-940.
71. « Une plaque professionnelle n'est pas une occupation privative du domaine public, obs. sous CAA Marseille, 19 mai 2016, *M. D.*, req. n° 14MA03832 », *AJCT*, oct. 2016, p. 524-525.
72. « La jurisprudence *Tropic* s'applique à une convention d'occupation domaniale soumise volontairement à la mise en concurrence, note sous CAA Marseille, 10 mai 2016, *Sté Le Royaume des arbres*, req. n° 14MA03197 », *JCP A*, n° 40, 10 octobre 2016, p. 29-31.
73. « La décision de placement préventif d'un détenu en cellule disciplinaire n'a pas à être motivée, obs. sous CAA Bordeaux, 21 juin 2016, *M. B.*, req. n° 15BX02297 », *AJ Pénal*, sept. 2016, p. 447-448.
74. « L'incompatibilité d'une servitude conventionnelle de passage avec la domanialité publique, note sous CE, 26 février 2016, *Syndicat des copropriétaires de l'immeuble "Le Mercure"* », *Droit de la Voirie et du Domaine Public*, n° 191, juill.-août 2016, p. 119-121.
75. « Redevance spéciale de gestion des déchets assimilés : le recours au forfait n'est pas illimité, obs. sous CE, 17 mars 2016, *Communauté d'agglomération du pays de Saint-Malo*, req. n° 387546 », *AJCT*, juill. 2016, p. 405-406.
76. « Un conseiller municipal, membre d'une commission d'appel d'offres, est déclaré démissionnaire d'office, obs. sous TA Lille, 8 janv. 2016, *Commune d'Hazebrouck*, req. n° 1510220 », *AJCT*, juin 2016, p. 342-343.
77. « Illégalité des retenues d'office et confiscation de sommes irrégulièrement détenues, obs. sous CE, 10 fév. 2016, *M. B.*, req. n° 375426 », *AJ Pénal*, mai 2016, p. 282-283.
78. « La croix sur le domaine public communal : la délibération, illégale *ab initio*, était définitive, obs. sous CAA Nantes, 15 déc. 2015, *Commune de Ploërmel*, req. n° 15NT02053 », *AJCT*, avril 2016, p. 212-213.
79. « Le refus d'acquisition par un détenu d'un système d'exploitation informatique est une mesure d'ordre intérieur, obs. sous CE, 9 nov. 2015, *M. B.*, req. n° 380982 », *AJ Pénal*, avril 2016, p. 226-227.
80. « *Antichrist* ou le chemin de croix d'un visa d'exploitation, note sous CAA Paris, 2 février 2016, *Association Promouvoir*, req. n° 14PA03804 », *JCP A*, n° 16, LexisNexis, 25 avril 2016, p. 4-5.
81. « Prise illégale d'intérêts : pas de délit sans mission de service public, obs. sous Cass., crim., 28 oct. 2015, n° 14-82.186 », *AJ Pénal*, mars 2016, p. 147-148.
82. « *Antichrist* doit être interdit aux mineurs, obs. sous CAA Paris, 2 fév. 2016, *Association Promouvoir*, req. n° 14PA03804 », *Juris art etc.*, mars 2016, p. 13.
83. « Méthodologie de la cession d'un bien public à un prix inférieur à sa valeur, note sous CE, 14 oct. 2015, *Commune de Châtillon-sur-Seine*, req. n° 375577 », *Droit de la Voirie et du Domaine Public*, janv.-fév. 2016, p. 21-25.
84. « Détermination par l'autorité municipale du montant de la redevance d'occupation d'un logement de fonction : quels critères retenir ?, obs. sous CE, 1^{er} oct. 2015, *Commune d'Orgerus*, req. n° 372030 », *AJCT*, fév. 2016, p. 121-122.
85. « La gestion du domaine public fluvial peut être confiée à un syndicat intercommunal par une autorisation d'occupation temporaire, obs. sous TA Orléans, 9 juill. 2015, *Nature Centre et autres*, req. n° 1402355 », *AJCT*, déc. 2016, p. 662-663.
86. « Condamnation de l'État pour le tabagisme passif d'un détenu, obs. sous TA Caen, 24 sept. 2015, *M. A.*, req. n° 1500035 », *AJ Pénal*, janv. 2016, p. 47-48.
87. « Conditions de recevabilité d'une QPC soulevée par une personne invitée à présenter des observations, note sous CE, 30 mars 2015, *M^{me} E.*, req. n° 387322 », *JCP A*, n° 51-52, 21 déc. 2015, p. 29-30.
88. « Le juge à la faculté d'opérer la jonction d'affaires en matière fiscale, note sous CE, 23 oct. 2015, *M. B.*, req. n° 370251, *Revue de Droit fiscal*, n° 49, 3 déc. 2015, comm. 720.
89. « La responsabilité de l'État pour les dommages aux biens des détenus, obs. sous CE, 6 juill. 2015, *M. B.*, req. n° 373267 », *AJ Pénal*, nov. 2015, p. 561-562.
90. « La restriction d'âge du concours interne d'agrégation était discriminatoire, note sous CE, 26 janv. 2015, *M. B.*, req. n° 373746 », *AJFP*, sept.-oct. 2015, p. 293-297.
91. « Frais de justice : légalité de l'exclusion des indemnités de transports allouées aux magistrats, obs. sous CE, 26 juin 2015, *Syndicat national des magistrats Force Ouvrière*, req. n° 373039 », *AJ Pénal*, oct. 2015, p. 504-505.
92. « La faculté pour le condamné de consulter son dossier individuel tenu par le JAP, obs. sous CE, 17 avril 2015, *M. B.*, req. n° 373442 », *AJ Pénal*, sept. 2015, p. 445-446.
93. « Perte de la qualité d'ouvrage public d'un bien appartenant au domaine public, obs. sous CE, 27 mars 2015, *Sté Titaua limited compagny*, req. n° 361673 », *RDI*, sept. 2015, p. 418-420.

94. « L'office du juge en cas d'immeuble déclaré insalubre puis devenu inoccupé, note sous CE, 15 avril 2015, *M. B.*, req. n° 369548 », *AJDI*, juill.-août 2015, p. 512-513.
95. « L'indemnité compensatrice exigible pour occupation interdite du domaine public fluvial, note sous CE, 13 fév. 2015, *Voies navigables de France*, req. n° 366036 », *Droit de la Voirie et du Domaine Public*, n° 184, mai-juin 2015, p. 53-56.
96. « Déclarations d'immeuble insalubre à titre irrémédiable et d'utilité publique : une opération (toujours) complexe, note sous CE, 20 mars 2015, *Société Urbanis aménagement*, req. n° 371895 », *AJDI*, juin 2015, p. 449-451.
97. « Des pièces d'or susceptibles d'appartenir au domaine public ne seront pas restituées, obs. sous Cass., crim., 17 mars 2015, n° 13-87.873 », *AJ Pénal*, juin 2015, p. 329-330.
98. « En l'absence de décision expresse de déclassement, un abattoir et ses accessoires appartiennent au domaine public communal, obs. sous CE, 13 fév. 2015, *SA Groupe Bigard*, req. n° 376864 », *AJCT*, mai 2015, p. 282-283.
99. « La contravention de grande voirie pour empiètement sur une servitude de marchepied, note sous CAA Lyon, 8 janv. 2015, *M^{me} D.*, req. n° 13LY01481 », *Droit de la Voirie et du Domaine Public*, n° 183, mars-avril 2015, p. 57-60.
100. « Pas (encore) de fonds de commerce sur le domaine public !, note sous CE, 24 nov. 2014, *Société des remontées mécaniques Les Houches-Saint-Gervais*, req. n° 352402 », *AJDI*, mai 2015, p. 361-362.
101. « Nature d'une demande d'expropriation par une personne privée : où le critère matériel l'emporte celui organique, note sous CE, 30 déc. 2013, *SIEMP*, req. n° 355556 », *Droit de la Voirie et du Domaine Public*, n° 178, mai-juin 2014, p. 87-92.
102. « Pas de droit au maintien d'une réglementation : les épreuves anticipées du baccalauréat il faudra repasser, note sous CE, 11 déc. 2013, *M. et M^{me} B. & M. et M^{me} C.*, req. n° 362987 et 363029 », *JCP A*, n° 24, 15 juin 2014, p. 13-15.
103. « Autorisation d'occupation du domaine public maritime : sur la plage érodée, accord oral du préfet, note sous CAA Marseille, 18 déc. 2012, *M. C.*, req. n° 11MA00981 », *Droit de la Voirie et du Domaine Public*, n° 170, mai 2013, p. 72-75.
104. « Recours administratif et contentieux : d'un recours l'autre, note sous CAA Lyon, 3 nov. 2011, *FNAUT*, req. n° 11LY00935 », *Droit administratif*, juin 2012, n° 58, p. 25-28.
105. « Besoin communal, nécessité et utilité de l'expropriation : "l'œil (du juge) était dans la tombe", note sous CAA Bordeaux, 21 mars 2011, *M. V. c. Commune de Caubous* », req. n° 10BX00286, *Droit de la Voirie et du Domaine Public*, n° 153, juin 2011, p. 92-95.
106. « Clair-obscur dans l'obligation de poursuivre les contraventions de grande voirie du domaine public ferroviaire, note sous CAA Bordeaux, 1^{er} avril 2010, *RFF*, req. n° 09BX00492 », *Droit de la Voirie et du Domaine Public*, n° 149, janv.-fév. 2011, p. 13-16.
107. « Strasbourg vaut bien une autoroute, note sous CE, 17 mars 2010, *Alsace nature et autres*, req. n° 314114 », *Les Annales de droit*, PURH, n° 5, 2011, p. 163-176.
108. « Autorisation d'occupation du domaine public ferroviaire : quand le temporaire dissimule (mal) le permanent, note sous CAA Lyon, 17 août 2010, *FNAUT*, req. n° 09LY02254 », *Droit de la Voirie et du Domaine Public*, n° 147, oct.-nov. 2010, p. 167-169.
109. « "Adveniente principe, cessat magistratus". À propos de la décision Cons. Const. n° 562 DC du 21 fév. 2008 Loi relative à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental », *Les Annales de droit*, PURH, n° 3, 2009, p. 231-251.

❖ **Commentaires de textes :**

1. « Favoriser la mobilité et accompagner les transitions professionnelles des agents publics, comm. Loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique », *Lexbase Hebdo édition publique*, n° 554 du 5 septembre 2019.
2. « La mise en œuvre de la décentralisation du stationnement payant. Décryptage du décret du 20 mai 2015 relatif à la redevance de stationnement des véhicules sur voirie prévue à l'article L. 2333-87 du CGCT », *Droit de la Voirie et du Domaine Public*, sept-oct. 2015, p. 153-156.
3. « Visa d'exploitation : vers une évolution des conditions d'interdiction aux mineurs, commentaire du rapport de J.-F. MARY, *La classification des œuvres cinématographiques relative aux mineurs de seize à dix-huit ans* », *Juris art etc.*, avril 2016, Dalloz, p. 6.

❖ Notes de lecture et recensions :

1. « Jean-Charles Bonenfant et *l'esprit* des institutions, Amélie BINETTE, Patrick TAILLON, Guy LAFOREST (dir.), PUL, 2018, 452 p. », *Les Cahiers de droit*, vol. 61, n° 2, juin 2020, p. 565-575.
2. « *La démocratie référendaire dans les ensembles plurinationaux*, Amélie BINETTE et Patrick TAILLON (dir.), PUL, 2018, 525 p. », *Les Cahiers de droit*, vol. 60, n° 4, décembre 2019, p. 1213-1218.
3. « Une vie au service des droits de l'homme. À propos de *Mes raisons d'État* de Louis Joinet », *Cahiers de la recherche sur les droits fondamentaux*, n° 14, 2016, p. 109-110.
4. « Jean-Michel Lambert, *De combien d'injustices suis-je coupable ?* », *Criminocorpus*, 2016.

❖ Présentations et éditoriaux :

1. « Douzième chameau, douzième lecture et...quatorzième numéro », *ADD*, n° 14, 2020, p. 7.
2. « La fabrique des Annales de droit », *ADD*, n° 13, 2019, p. 7.
3. « De la beauté de l'Université », *Annales de droit*, n° 12, 2018, p. 7.
4. « Propos introductifs », in C. OTERO, P.-L. BOYER (dir.), *Regards croisés sur la dématérialisation des procédures juridictionnelles*, Les dossiers des *Annales de droit*, PURH, 2018, p. 11-13.
5. « Continuer à tourner les pages », *Annales de droit*, n° 11, 2017, p. 7.
6. « Au doyen Guy Quintane », *Annales de droit*, n° 10, 2016, p. 7.
7. « Présentation : Hommage au professeur Jacques Bouveresse », in G. QUINTANE (dir.), *Contributions en l'honneur du professeur J. Bouveresse. Crise(s) & Droit(s)*, Éd. L'Épitoge, Lextenso, 2015, p. 13-14.

COMMUNICATIONS

- ❖ « Introduction : Le recours à la médiation ou 'quand l'exception devient le principe' », Journée d'étude "La médiation administrative", Tribunal administratif de Rouen, octobre 2019.
- ❖ « Propos conclusifs : Favoriser la médiatisation de la médiation », Journée d'étude "La médiation administrative", Tribunal administratif de Rouen, octobre 2019.
- ❖ « Charles Péguy », Colloque « Apprendre, écrire, transmettre : enseigner à l'Université au 21^{ème} siècle », Univ. de Rouen, déc. 2018.
- ❖ « Idiosyncrasie d'un jeune docteur. Expériences d'un ancien doctorant », Conférence à l'École Doctorale Droit Normandie, mars 2014.
- ❖ « Une fédération des cours suprêmes nationales et européennes : vers la constitution d'une citoyenneté fédérale juridictionnelle ? », Colloque international du laboratoire CORPUS « La citoyenneté fédérale de l'Antiquité aux États-Unis et à l'Europe modernes : état des lieux », Univ. de Rouen, mars 2013.
- ❖ « Prévention et sanction des agissements des supporters : entre ordre (public) et désordre (juridique) », Colloque « Droit et football », Univ. de Rouen, oct. 2011.
- ❖ « Le dadaïsme juridictionnel ou la manifestation d'une subversion au Palais-Royal : retour sur vingt années de jurisprudence au Conseil d'Etat », Colloque « L'Art et le Droit », Univ. de Rouen, oct. 2010.
- ❖ « De la soumission à la subversion : réflexions sur l'évolution de la fonction du juge », Programme « 30 minutes pour comprendre » de l'Université de Rouen, mars 2009.
- ❖ « La disqualification de la solution jurisprudentielle par le politique », Journée de l'École Doctorale Droit Normandie, mai 2008.

ORGANISATION DE COLLOQUES

- ❖ « La dématérialisation des procédures juridictionnelles », Université de Rouen, juin 2015.
 - Actes publiés dans Les dossiers des Annales de droit, PURH, 2018, 134 p.
- ❖ « Crise(s) et Droit(s) », Colloque de l'association *Jurisart*, Université de Rouen, nov. 2014.
 - Actes publiés dans la collection académique du CLUD, Éditions L'Épitoge, 2015.
- ❖ « L'Architecture et le Droit », *Colloque de l'association Jurisart, Université de Rouen*, nov. 2012.
 - Actes publiés dans la Revue *Droit et Ville*, n° 76, IEJUC, 2014.
- ❖ « L'Art et le Droit », *Colloque de l'association Jurisart, Université de Rouen*, oct. 2010.
 - Actes publiés dans la Revue *Droit de l'immatériel*, n° 79, Éditions Lamy, 2012.

DIVERS

- ❖ Membre du Centre universitaire rouennais d'études juridiques (EA 4703) de l'Université de Rouen
- ❖ Membre du Collectif l'Unité du Droit (CLUD)
- ❖ Co-direction du comité de rédaction & webmaster de la Revue *Les Annales de droit*
- ❖ Membre fondateur de l'Association des rouennais en thèse de droit *Jurisart*
- ❖ Consultant extérieur en matière d'expropriation en droit français dans le cadre du projet européen Tenlaw (2014) sous la direction de l'Université de Brême (Allemagne)